



ASIE/SRI LANKA - Demande de promulgation d'une « loi anti-conversions » - chrétiens discriminés en matière de permis de construire

Colombo (Agence Fides) – La demande de promulgation d'une « loi anti-conversions » interdisant à un citoyen de changer de foi sinon dans des cas spécifiques et avec l'autorisation d'un magistrat est revenue avec force sur le devant de la scène publique. Cette proposition a été relancée par le « Jathika Hela Urumaya » (JHU), mouvement ultranationaliste singhalais et bouddhiste composé de nombreux moines bouddhistes qui, depuis sept ans, a fait de cette proposition un instrument de son ascension politique, parvenant à faire élire neuf moines au Parlement. Ces derniers jours, indiquent des sources locales de Fides, le parti a renouvelé sa campagne qui considère les autres religions comme « une contamination pour le pays », invitant le gouvernement à réintroduire l'interdiction de se convertir. La requête préoccupe les chrétiens du Sri Lanka qui soutiennent la pleine liberté de conscience et de religion de toute personne, liberté que l'Etat ne saurait pouvoir conditionner.

Une autre sonnette d'alarme pour les chrétiens au Sri Lanka, notent les sources de Fides, est constituée par l'attitude du Ministère chargé des Affaires religieuses, qui a disposé la fermeture « d'églises non autorisées » et continue à en refuser l'enregistrement officiel alors qu'il n'attribue pas de permis de construire (même pour des édifices civils ne servant pas au culte) dès lors que le demandeur est une personne ou une organisation chrétienne. Le Ministère a émis en septembre dernier une circulaire par laquelle il indiquait que « la construction ou la maintenance des lieux de culte doit disposer d'une approbation préalable du Ministère ». Selon des sources de Fides, ce sont surtout les églises chrétiennes évangéliques qui font l'objet de la plus forte pression au sein de la société tant de la part de l'Etat – au travers de la fermeture d'immeubles servant d'églises – que des mouvements nationalistes bouddhistes. (PA) (Agence Fides 17/12/2011)